

Formation sur la compliance

Andrea Wickart, Christoph Deuel

Définition de la compliance

- Compliance = adhérer aux règles, Observance
- Dans le langage médical on dit que le patient a une compliance élevée lorsqu'il suit les règles du docteur.



La compliance dans une entreprise signifie

- La conformité avec les règles
- L'adhésion aux lois et aux standards légaux



Respecter les règles!

Bundesgesetz
über Kartelle und andere
Wettbewerbsbeschränkungen
(Kartellgesetz, KG)

**Wytyczne dotyczące postępowania w przypadku
płatności zwrotnych (kickback)**

Smernica o prijímaní a poskytovaní darov, pozvaní
a iných výhod (smernica o daroch)

关于工作场所防止性骚扰、欺侮和歧视的指示

Bundesdatenschutzgesetz (BDSG)

CONVENTION ON
COMBATING BRIBERY
OF FOREIGN PUBLIC
OFFICIALS IN
INTERNATIONAL
BUSINESS
TRANSACTIONS

Risques pour la réputation

Handelszeitung, 13/04/2014

Insiderverdacht bei **Holcim-Lafarge-Deal**

Fusion Vor der geplanten Fusion zwischen **Holcim und Lafarge** der Börse nicht alles mit rechten Dingen zugegangen sein.

Suspicion de délits d'initiés en relation avec le Holcim-Lafarge Deal

Fusion Lors de la fusion planifiée entre Holcim et Lafarge, des actions illégales peuvent s'être produites.

Handelszeitung, 24/03/2016

**Korruptionsverdacht im Wallis
Chef freigestellt**

Bestechung Die Walliser Baufirma **Interalp** hat den **Gebäude** freigestellt. Er soll zwei Bundesbeamte bestochen haben und Lebensmittel. Alle Beteiligten sind in Untersuchung.

**Des cas suspectés de corruption dans le canton du Valais (Suisse)
Patron renvoyé**

Corruption L'entreprise **Interalp** dans le canton du Valais a renvoyé son chef. Il est suspecté d'avoir corrompu deux officiers fédéraux avec du vin et de la nourriture. Toutes les personnes impliquées sont en détention.

Sanctions

Handelsblatt, 09/05/2016

Wegen verbotener Preisabsprachen für Bier und das Bundeskartellamt **90,5 Millionen Euro** an Einzelhändler und Hersteller verhängt. Betroffen sind zahlreiche bekannte Unternehmen.

L'office fédéral de lutte contre les cartels a condamné des revendeurs et des producteurs à une amende de 90,5 millions d'euros, pour des accords de fixation des prix de la bière et des sucreries. Des entreprises très

20minuten, 08/12/2009

Die Wettbewerbskommission (Weko) hat die Zahnpaste **Elmex**, die **Gaba International AG** in **Franken** gebüsst. Grund ist ein Exportverbot für Lizenznehmer in Österreich der Gebro Pharma.

La Commission de la concurrence suisse a condamné le producteur de dentifrice **ELMEX, Gaba International AG, à une amende de 4,8 millions de francs suisses. Cette situation est due à une interdiction des exportations imposée par Gaba au titulaire de la licence en Autriche.**

Sanctions pénales pour des employés

rbb24, 17/10/2016

Das Landgericht Cottbus hat einen ehemaligen Prokuristen der Flughafenfirma wegen Bestechlichkeit zu einer Gefängnisstrafe verurteilt. Der Mann hatte die Firma angenommen und im Gegenzug Nachforderungen in Millionen ungeprüft.

Handelsblatt, 19/09//2012

Ex-MAN-Manager wegen Schmiergeldzahlungen verurteilt

Im MAN-Schmiergeldprozess hat der Ex-Chef der Nutzfahrzeugsparte ein Geständnis abgelegt. Anton Weimann räumte vor dem Landgericht München seine indirekten Bestechungszahlungen nach Slowenien ein.

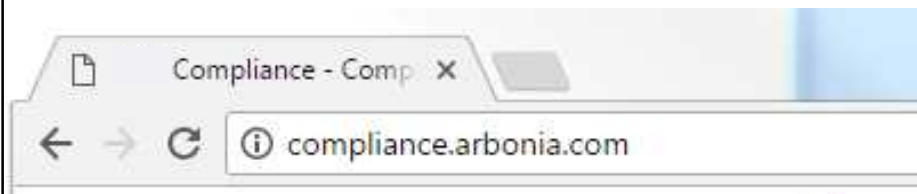
Formation sur la compliance, 4 mai 2017, chez Droboplast à Zambrów

Le tribunal de district de Cottbus (Allemagne) a condamné un ancien officier agréé de la société exploitante de l'aéroport à une peine de prison. Il a accepté des pots-de-vin d'une entreprise et offert des demandes non-vérifiées en retour.

Un ancien directeur de MAN condamné pour avoir versé des pots-de-vin

Lors du procès MAN, l'ancien directeur du département des véhicules utilitaires est passé aux aveux. Au tribunal de district de Munich, Anton Weimann a admis sa participation indirecte à des paiements de pots-de-vin vers la Slovaquie.

Vous pouvez trouver le **Code de Conduite**, toutes les **directives** applicables, le **manuel de la compliance** et **plus d'informations** concernant la compliance sur l'intranet:





Mise à jour du Code de
Conduite suivant...

Intégrité
commerciale

- **Compliance des lois**
Directive sur le paiement de
rétrocommissions
- **Gouvernement d'entreprise**
- **Collaboration avec les partenaires
commerciaux basée sur la confiance**
- **Concurrence loyale**
Directive sur la concurrence
- **Pot-de-vin et acceptation d'un avantage**
Directive sur les cadeaux
- **Conflits d'intérêts**
- **Délit d'initié**
Directive sur le délit d'initié

Intégrité commerciale

- **Eviter la corruption**
 - Principes anti-corruption
 - Directive sur le sponsoring
- **Politique d'information**
- **Protection de la confidentialité et des données**
 - Directive sur la protection des données
 - Directive internet
 - Directive sur les réseaux sociaux
- **Propriété intellectuelle**
- **Sécurité des produits**
 - Directive sur la sécurité et la fiabilité des produits

Responsabilité envers les investisseurs

**Responsabilité
envers les
employés**

- **Collaboration respectueuse**
Directive de protection contre le harcèlement sexuel, le harcèlement et la discrimination au travail
- **Développement des employés**
- **Proscription de la discrimination**
- **Santé et sécurité au travail**
- **Partenariat social**

**Responsabilité
envers la société**

- **Dialogue avec la société**
- **Droits de l'Homme et travail des enfant**

Responsabilité
envers
l'environnement

- Standards environnementaux
- Economie des ressources

Responsabilité et
implémentation

- Règles de rapport des doléances
Directive sur le lanceur d'alerte

Conflit d'intérêt



Restauration à un événement professionnel

Conflit d'intérêt

- Faire de l'intégrité des opérations commerciales une préoccupation majeure (protection des actionnaires, du public, etc.)
- Eviter le conflit d'intérêt pour la direction et les employés
- Refouler ses propres intérêts et faire concorder ses actions avec les intérêts d'Arbonia

Délit d'initié**Délit d'initié**

- La prévention du délit d'initié sert à protéger l'intégrité d'AFG et la compliance des lois applicables
- Les informations confidentielles qui peuvent considérablement influencer le cours des actions sur le marché (par ex. les informations financières, les changements majeurs en terme de bénéfice ou de personnel, les commandes principales de client, litiges matériels, etc.)
- Utiliser ces informations confidentielles pour obtenir un avantage économique non autorisé pour soi-même ou un tiers

Protection des données

- Les données personnelles sont précieuses
- **Personne privée**: pouvoir de décision en matière d'information, protection de la personne
- **Entreprise**: secret d'entreprise, concurrence, propriété intellectuelle, pertinence du cours des actions
- Proportionnalité
- Raison légitime
- Droit à l'information

Protection des données

- Directive sur la protection des données
- Principes de traitement général
- Traitement des données d'un employé
- Traitement des données d'un client
- Utiliser les données d'un client à des fins publicitaires
- Mesures techniques et organisationnelles

Protection des
données

- Directive internet
- Utilisation des services internet et de téléphonie
- Surveillance des services internet et de téléphonie
- Procédure en cas d'employés absents / quittant AFG
- Accès au compte utilisateur des employés
- Formulaire de demande pour le droit d'accès au compte utilisateur d'un employé

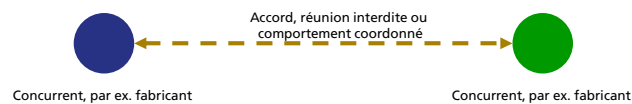


Concurrence loyale

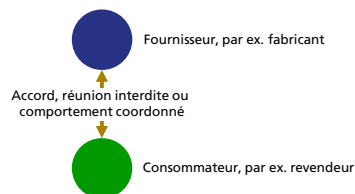


- **Le maintien d'un entrepreneariat concurrentiel et libre est l'une des bases importantes d'un système de libre marché**
- **Se conformer entièrement à la législation anti-trust est une obligation essentielle et personnelle pour tous les employés**
- **Accroître la prise de conscience concernant les lois de base et leur importance pour les comportements commerciaux**

Accords horizontaux (accords de prix et de secteur)



Accord verticaux (fixation des prix et interdiction de livraison)





Accords horizontaux (accords de prix)
5 Millionen Busse für Baufirmen wegen Preisabsprache

Acht Unternehmen haben sich regelmässig zu «Mittwochen» in der Weko auf die Schliche.

Les entreprises de bâtiment doivent payer une amende de CHF 5 millions pour chaque fixation de prix

Huit entreprises se sont régulièrement réunies pour des «réunions de mise au point sur le marché». La commission des cartels l'a aujourd'hui découvert.

- Réunions entre 8 entreprises de construction de route et de génie civil concernant des appels d'offres
- Accords sur celui qui effectue l'offre et à quelles conditions
- Objectif: entrave au marché via la participation orchestrée aux appels d'offres dans le but d'exclure une concurrence commune

Tagesanzeiger, 04/10/2016



Accords horizontaux (accords de prix et de secteur)

Millionenstrafen für Edeka, Metro, Netto und Kaufland

Une amende de plusieurs millions pour Edeka, Metro, Netto et Kaufland

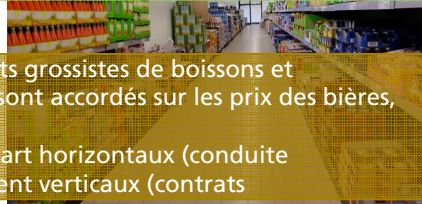
Datum: 09.05.2016 14:11 Uhr

Wegen verbotener Preisabsprachen hat das Bundeskartellamt 90,5 Millionen Euro an Geldstrafen gegen Einzelhändler und Hersteller zahlreicher bekannte Unternehmen.

Handelsblatt, 09/05/2016

L'office fédéral de lutte contre les cartels a condamné des revendeurs et des producteurs à une amende de 90,5 millions d'euros pour un accord illégal de fixation des prix de la bière et des sucreries. Plusieurs entreprises notoires concernées.

- En Allemagne, 8 importants grossistes de boissons et supermarchés discount se sont accordés sur les prix des bières, des confiseries et du café.
- Les accords étaient au départ horizontaux (conduite coordonnée) mais également verticaux (contrats





Accord vertical (fixation des prix et interdiction de livraison)

WEKO büsst Musik Olar AG

L'office fédéral de lutte contre les cartels suisse (WEKO) a condamné Musik Olar AG à une amende pour une fixation verticale des prix. Le WEKO a condamné Musik Olar AG à une amende de 65000 francs suisses pour des accords de fixation des prix avec des revendeurs d'instrument de musique. L'importateur principal et le grossiste ont imposé un taux de réduction maximal à leurs revendeurs. Les mis en cause ont accepté de renoncer à influencer les prix de vente à l'avenir.

- Des importateurs généraux spécifiaient le pourcentage maximum de réductions à leurs revendeurs
- Les revendeurs non coopératifs étaient sanctionnés par une réduction de leurs conditions d'achat spéciales.
- Coopération insuffisante



Accord vertical (fixation des prix et interdiction de livraison)

Wegweisender Kartellrechtsentscheid im Fall Elmex
Sentence révolutionnaire pour le droit des ententes dans le procès ELMEX

Hersteller dürfen Händlern keine Lieferverbote aussprechen. Das Bundesgericht hat nach 10 Jahren Rechtstreit mit dem Hersteller entschieden. Die Hersteller sind nicht berechtigt, ihren Händlern zu untersagen, Waren zu importieren, die in anderen Ländern hergestellt wurden. Die Hersteller sind verpflichtet, Waren zu liefern, die in anderen Ländern hergestellt wurden. Die Hersteller sind verpflichtet, Waren zu liefern, die in anderen Ländern hergestellt wurden.

- Le fabricant a interdit au revendeur d'effectuer des livraisons pour des clients se situant à l'extérieur de la zone contractuelle (interdiction d'importation parallèle ou interdiction de ventes passives en dehors de la zone contractuelle).
- L'amende s'est élevée ici à 4,8 millions de francs suisses.

Procédure lorsqu'une violation du droit des ententes est suspectée

Les employés qui remarquent des circonstances impliquant une violation de la loi anti-trust sont dans l'obligation d'informer la direction et/ou le département juridique et de la compliance dans les plus brefs délais (le rapport peut également être fait aux bureaux de déclaration spécifiés dans la «Directive sur le lanceur d'alerte»).

Tout type de réunion avec des concurrents est particulièrement sensible:

- Contacts professionnels (salons professionnels, conférences d'associations, etc.)
- Contacts professionnels: ne faites pas de déclarations ambiguës
- Un rôle passif dans une conversation ne vous protège pas des sanctions

Instructions générales:

- Restez calme et professionnel et n'essayez en aucun cas d'entraver la fouille
- N'essayez jamais de détruire ou de cacher des documents

Instructions spéciales:

- Employés à la réception (!)
- Informez immédiatement la direction et le département juridique et de la compliance
- Demandez aux employés de la commission de la concurrence d'authentifier leur identité et copiez le mandat de perquisition

Instructions pour la direction:

- Désignez des employés pour accompagner les agents de la commission de la concurrence durant toute la fouille (consigner toutes les actions et copier tous les documents confisqués)
- Le mandat de perquisition doit être examiné dans le but de vérifier son objet et le champ de recherche
- Les employés de l'autorité de la concurrence doivent avoir une photocopieuse à disposition
- Un avocat extérieur, habitué à traiter du droit de la concurrence doit être engagé



- Tout comportement illégal ou malhonnête qui enfreindrait les principes de bonne foi est interdit
- Protection d'une certaine qualité de concurrence en terme d'impartialité sur le marché
- Harmoniser toutes les parties impliquées dans la concurrence



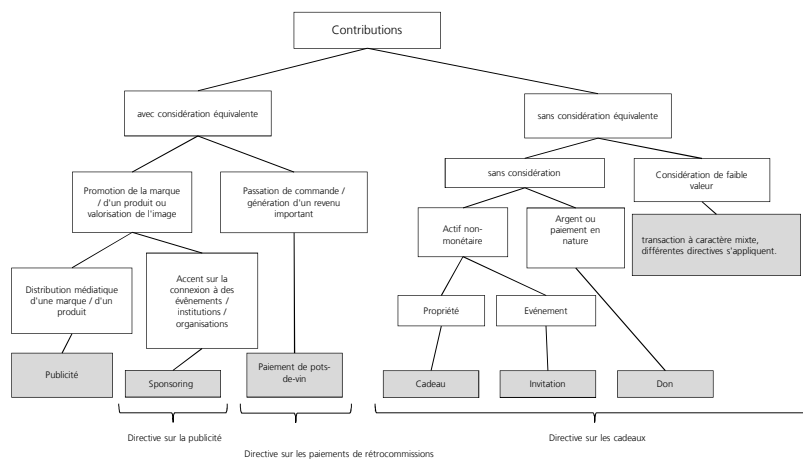
Qu'est-ce qui est bleu et moins cher que TELEKOM?

Economisez plus de 120 € par an avec O2...



Eviter la corruption

Eviter la corruption Aperçu



Avant d'accepter des cadeaux/des invitations, vous devez vous poser ces question:

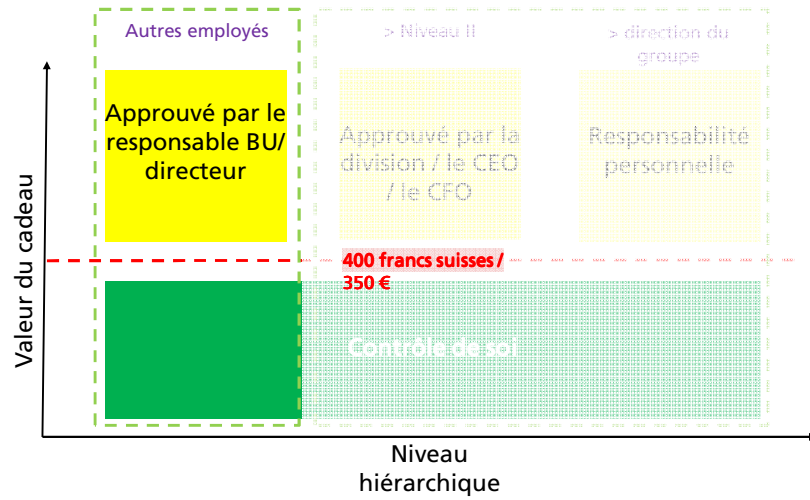
- Intention: quelles sont mes intentions avec ce cadeau/cette invitation?
- Bien-fondé: est-ce-que le cadeau/l'invitation est approprié/e?
- Fréquence: à quelle fréquence est-ce-que j'offre ou j'accepte un cadeau/une invitation?
- Divulgateion: est-ce-que je peux parler sans réticence à mes collègues de ce cadeau/cette invitation?

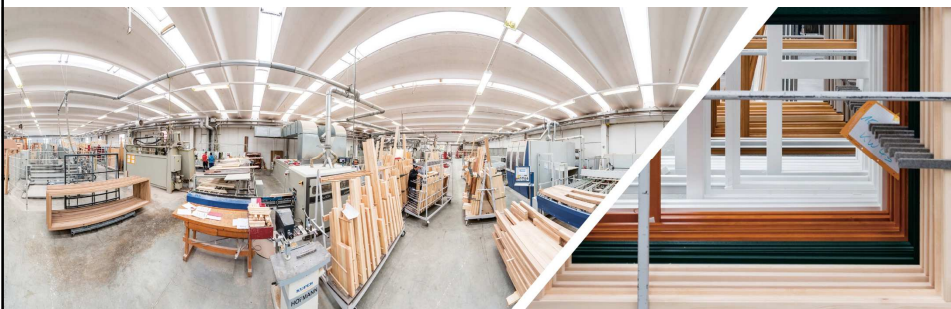
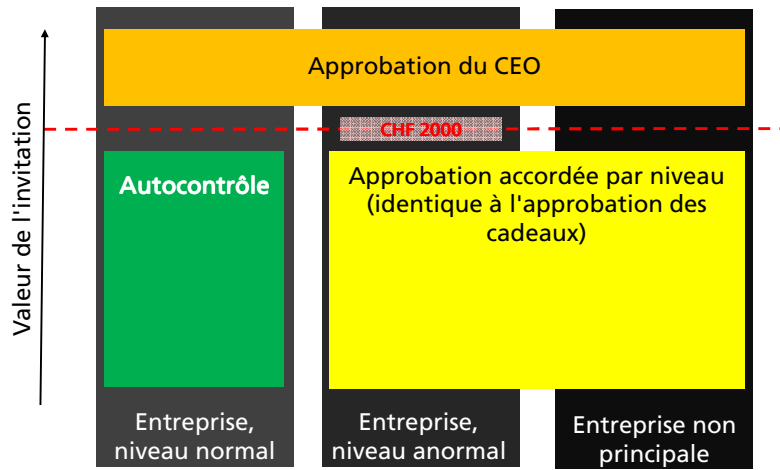
Pas de cadeaux sous forme d'argent!



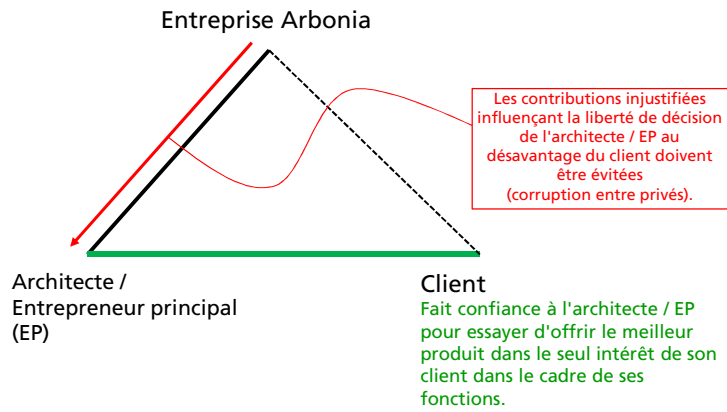
Documentation obligatoire!







Sponsoring

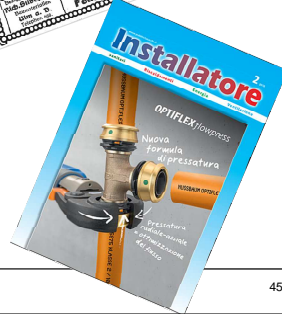


Sponsoring



Arosa Tourismus, Arosa, 2016

Publicité



Checklist "Sponsoring"

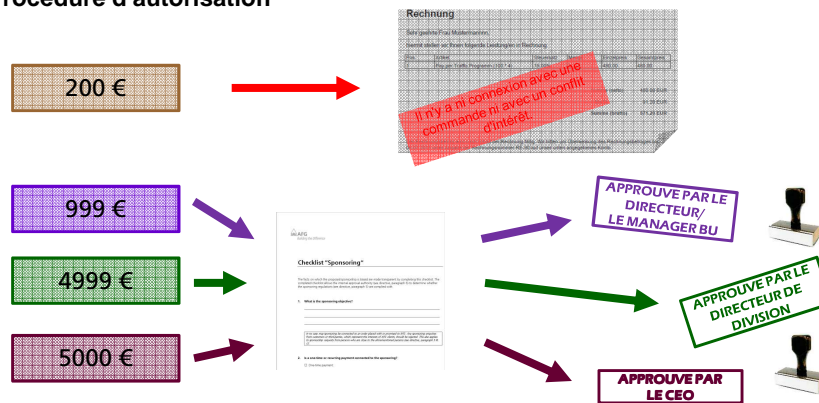
The facts on which the proposed sponsorship is based are made transparent by completing this checklist. The completed checklist allows the internal approval authority (see directive, paragraph 6) to determine whether the sponsoring regulations (see directive, paragraph 5) are complied with.

1. What is the sponsoring objective?

In no case may sponsoring be connected to an order placed with or promised to AFG. Any sponsoring enquiries from customers or third parties, which represent the interests of AFG clients, should be rejected. This also applies to sponsorship requests from persons who are close to the aforementioned persons (see directive, paragraph 5 lit. c)).

2. Is a one-time or recurring payment connected to the sponsoring?

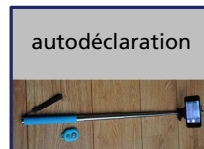
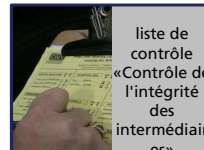
Procédure d'autorisation



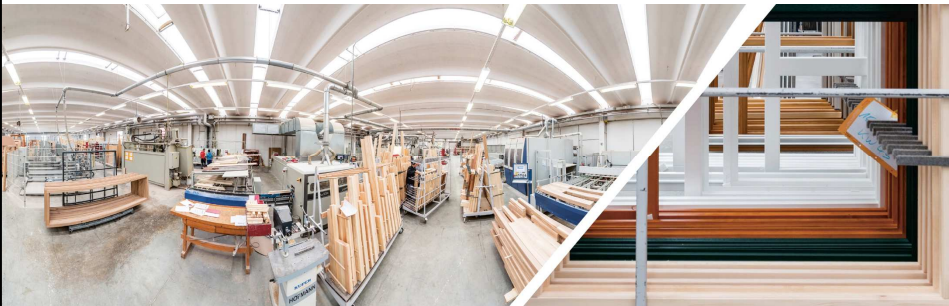
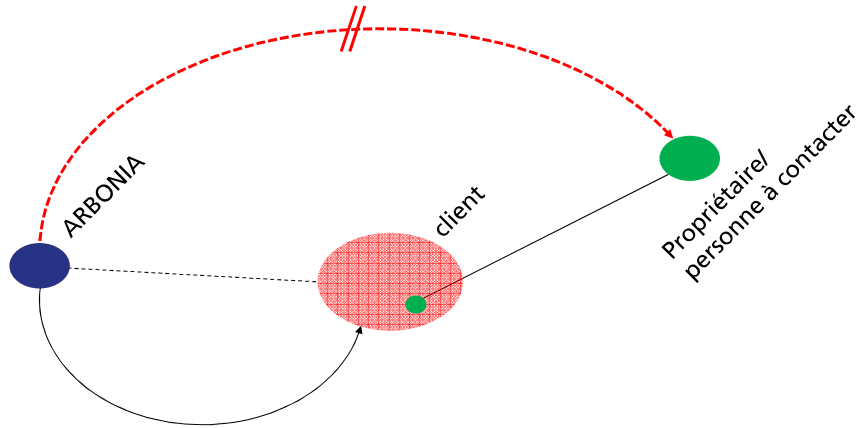
Implication d'intermédiaires, d'agents, de consultants, etc.

- Evaluation d'intermédiaires, d'agents, de consultants («**Intermédiaires**»)
- Evaluation de certains fournisseurs et clients conformément à l'échelle des risques interne

- Contenu de l'évaluation:



Directive sur les rétrocommissions

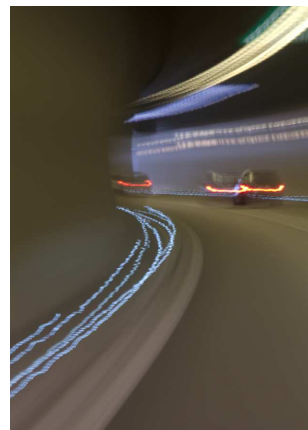


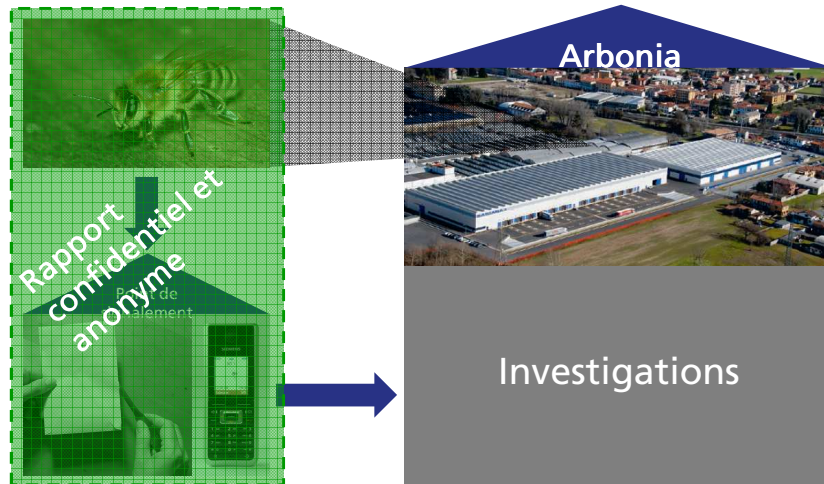
Lanceur d'alerte

- La conscience de la part des employés est un facteur majeur dans l'implémentation d'une culture d'entreprise.
- Les règles sont mises en pratique par tous les employés, à tous les niveaux.
- Elles sont particulièrement axées sur les sujets évoqués aujourd'hui:
 - La corruption
 - Les cadeaux
 - Le droit des ententes
 - La protection des données
- Mais également sur d'autres zones problématiques
 - Atmosphère de travail malsaine, harcèlement
 - Mauvaise utilisation/gaspillage non rentable des ressources de l'entreprise
 - Non-respect de la durabilité, atteinte à l'environnement
 - Favoritisme et manœuvres sordides
 - Autres infractions tombant sous le coup de la loi, à domicile ou en déplacement

Signalements des problèmes privés et des problèmes insignifiants interdits

De tels cas doivent être clarifiés directement avec la personne concernée, en impliquant un supérieur hiérarchique si besoin.



**Il est préférable de respecter le canal officiel:**

- Supérieur hiérarchique
- Département des ressources humaines
- Conseil d'entreprise
- etc.

Bureaux de signalement:

- Départements BU / directeurs généraux
- Département juridique et de la compliance
- Directeur de l'audit interne

Le lanceur d'alerte doit effectuer le signalement en dévoilant son nom. Cependant, lors des investigations futures, l'identité du lanceur d'alerte reste **secrète**.



- Une suspicion suffit.
- Protection du lanceur d'alerte
- Le signalement est contrôlé avant toute chose
- Les bureaux de signalement offrent la possibilité de faire face à une situation de manière autoritaire

Andrea Wickart

Département juridique et de la compliance
Secrétaire général

andrea.wickart@arbonia.com

+41 71 447 4566

Sandro Sergio

Directeur M&A

sandro.sergio@arbonia.com

+41 71 447 4565

Christoph Deuel

Conseiller juridique

christoph.deuel@arbonia.com

+41 71 447 4567

Toutes les directivens peuvent être trouvées sur l'intranet
sur compliance.arbonia.com



Merci
